

EXPLOITER LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS NATIONALES DES ÉCOSYSTÈMES

VOLUME 1 ÉLÉMENTS COMMUNS

AOÛT 2021



Droits d'auteur – 2021 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est un centre international d'études avancées sur la biodiversité. Notre institut est le fruit de la collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et WCMC, une association caritative basée au Royaume-Uni. Ensemble, nous faisons face à la crise planétaire sans précédent qui s'abat sur la nature.

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé par l'initiative d'évaluation nationale des écosystèmes (NEA Initiative) de l'UNEP-WCMC dans le cadre du programme de renforcement des capacités pour la réalisation des évaluations nationales des écosystèmes : mettre en contact les scientifiques, les décideurs et le Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net). La NEA Initiative, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) font tous les trois partie d'un consortium placé sous l'égide du BES-Net. Ce rapport a bénéficié du soutien financier de l'Initiative internationale sur le climat du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire de la République fédérale d'Allemagne.

Les informations contenues dans ce document ne représentent ni les points de vue officiels ni les politiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du PNUD, de l'UNESCO, de leurs partenaires quels qu'ils soient, ou du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Les appellations utilisées dans la présente publication et les données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE, des organes contributeurs ou des éditeurs aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé ou appellation de leurs frontières ou limites, ou à leur appellation. La mention de toute entité commerciale ou tout produit dans la présente publication ne signifie pas que le PNUE, le PNUD ou l'UNESCO s'en portent garants.

La présente publication peut être reproduite à des fins éducatives et non lucratives sans autorisation spéciale, à condition que la source soit citée. Toute nouvelle utilisation des chiffres est soumise à l'autorisation des titulaires originels des droits d'auteur. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes d'autorisation, accompagnées d'un énoncé de l'objet et de la portée de la reproduction, sont à adresser au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, Royaume-Uni.

Mentions bibliographiques

UNEP-WCMC. 2021. *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: Éléments Communs. Volume I.* Cambridge, Royaume-Uni.

Disponible en ligne à l'adresse

<https://www.ecosystemassessments.net/>

Auteurs

Grania Cooke, Céire Booth, Shaenandhoa García-Rangel, Noor Noor, Emma Martin et Sarah Ivory.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier l'ensemble des collaborateurs de l'UNEP-WCMC ainsi que tous les partenaires de la NEA Initiative, en particulier les membres des équipes d'évaluations nationales des écosystèmes d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam pour leur contribution et leur soutien lors de la rédaction des versions préliminaires de ce document.

Le PNUE s'efforce de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement dans le monde entier comme dans ses propres activités. La politique de diffusion du PNUE vise à réduire l'empreinte carbone de ses activités.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	3
CONTEXTE	4
MESSAGES CLÉS	8
INTRODUCTION	10
ÉLÉMENTS COMMUNS	12
Établissement de la structure de gouvernance et constitution de l'équipe d'évaluation	14
Engagement des parties prenantes	17
La plateforme nationale pour la biodiversité	20
Identification et réponse aux besoins en capacités	22
Communication sur l'évaluation nationale des écosystèmes	23
CONCLUSION	25
BIBLIOGRAPHIE	26

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BES-Net	Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques
CANARI	Institut Caraïbes des ressources naturelles
CBD	Convention sur la diversité biologique
COP	Conférence des Parties
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques
NP-SPBES	Plateforme nationale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Cameroun)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNEP-WCMC	Le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

CONTEXTE

Les évaluations des écosystèmes sont des processus visant à évaluer les connaissances actuelles sur les interactions entre les activités humaines et la biodiversité.¹ Elles fournissent un rapport de synthèse sur le statut et les tendances en matière de biodiversité et de services écosystémiques ainsi que sur leurs facteurs de changement directs et indirects. Il est important de noter que les évaluations des écosystèmes peuvent également servir de base à l'action et guider les réponses politiques à mettre en œuvre pour faire face aux différents scénarios futurs. Ces évaluations ont été réalisées à différentes échelles géographiques (notamment mondiale, régionale, nationale, locale) et abordent divers sujets et domaines de préoccupation.¹

L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, publiée en 2005, a véritablement marqué un tournant en ce qui concerne les évaluations de ce type, car elle s'est concentrée sur les services écosystémiques et leurs liens avec le bien-être et le développement humains. Lancée à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, en 2000, cette évaluation avait pour but de quantifier l'impact de l'évolution des écosystèmes sur le bien-être humain et d'établir une base de données probantes afin que des mesures soient prises pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire visait à répondre aux besoins des personnes chargées de l'atteinte des objectifs en matière de biodiversité et intégrait dans sa structure de gouvernance toute une série de parties prenantes, parmi lesquelles des représentants de diverses conventions internationales, des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, y compris des peuples autochtones et des communautés locales.² Sa méthode et sa structure de gouvernance unique ont permis d'établir un cadre et un précédent solide pour les évaluations qui ont suivi. Par la suite, le PNUE a mis en place le Sub-Global Assessment Network (Réseau d'évaluation inframondiale) visant à appuyer les évaluations régionales, sous-régionales, nationales et infranationales amorcées par l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire.

En 2012, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a été créée en tant qu'organisme intergouvernemental indépendant afin de renforcer l'interface science-politique dans les domaines de la biodiversité et des services



écosystémiques. L'IPBES réalise des évaluations mondiales, régionales, thématiques et méthodologiques et encourage les pays à entreprendre leurs propres évaluations nationales en utilisant les processus développés par la plateforme.¹ Publié en 2019, son Rapport d'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques a été élaboré en réponse à une invitation de Conférence des Parties signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB) à préparer une évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques ainsi que de l'efficacité des réponses, y compris les objectifs d'Aichi pour la biodiversité.³

En 2018, la Conférence des Parties signataires de la CBD a réaffirmé l'importance des évaluations nationales des écosystèmes en adoptant la décision 14/1 qui incite les Parties et "d'autres gouvernements, le cas échéant, à envisager d'entreprendre une évaluation nationale de la biodiversité ainsi que des fonctions et services écosystémiques".⁴ La recommandation 22/4 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques – qui appuie les pays pour leur permettre de respecter les engagements qu'ils ont souscrits au titre de la CBD – souligne la valeur des évaluations de l'IPBES et encourage la réalisation de ce type d'évaluation au niveau national.³

En 2017, le Centre mondial pour le suivi de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) a lancé la NEA Initiative en collaboration avec le Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-NET) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et plus récemment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans le cadre d'un consortium innovant entre ces trois organismes des Nations Unies, afin de fournir des lignes directrices et d'appuyer les pays qui décident d'entreprendre une évaluation nationale de leurs écosystèmes. Le présent rapport fait la synthèse des principaux enseignements que les pays ont tirés de leurs propres processus d'évaluation nationale des écosystèmes, avec le soutien de la NEA Initiative et des partenaires du consortium. La mise en évidence des points communs et des différences entre les approches adoptées par les partenaires nationaux dans le cadre de ces évaluations peut fournir des indications intéressantes et favoriser l'innovation au sein du processus.



QU'EST-CE QU'UNE ÉVALUATION NATIONALE DES ÉCOSYSTÈMES?

Une évaluation nationale des écosystèmes est un processus à l'échelle nationale visant à élaborer une synthèse actualisée, complète et critique des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques ainsi que leurs liens avec les communautés.³ Ces évaluations sont contextualisées pour répondre aux besoins des pays et pour aborder des questions spécifiques en matière de politiques. Elles présentent l'état et les tendances de la biodiversité et des services écosystémiques dans un pays donné, leurs facteurs de changement, les impacts actuels et futurs de ces facteurs, les implications pour les personnes dont la subsistance dépend de la nature ainsi que l'efficacité des interventions et réponses visant à lutter contre la perte de biodiversité.^{5,6}

Les évaluations nationales des écosystèmes intègrent divers types de connaissances et font appel à plusieurs parties prenantes, ce qui renforce la crédibilité, la légitimité et la pertinence de leurs résultats. Elles abordent différentes questions stratégiques spécifiques dans l'optique de garantir la prise en compte complète de la valeur de la nature dans la prise de décisions. La NEA Initiative aide les pays à moduler le processus d'évaluations des écosystèmes élaboré par l'IPBES, afin d'adapter leurs évaluations nationales des écosystèmes à leurs besoins et contextes spécifiques pour mieux appuyer la prise de décisions.



ÉTAPES DE L'ÉVALUATION

Le deuxième volume, intitulé *Exploiter les enseignements tirés des évaluations des écosystèmes: étapes de l'évaluation*, rend compte des enseignements tirés par les pays durant certaines étapes spécifiques de l'évaluation nationale des écosystèmes:

- i. Cadrage: les équipes chargées de l'évaluation examinent comment et pourquoi une évaluation pourrait être réalisée et définissent les principales questions stratégiques auxquelles elle doit répondre. Le rapport de cadrage est la principale publication résultant de cette étape.
- ii. Évaluation: les équipes nationales analysent les connaissances existantes sur la biodiversité et les services écosystémiques. Cette étape s'appuie sur les questions stratégiques clés identifiées pendant la phase de cadrage. Le rapport technique ainsi que le résumé à l'intention des responsables politiques sont les principales publications réalisées lors de cette étape.
- iii. Approbation : Les parties prenantes, en particulier le gouvernement, acceptent le rapport technique et approuvent le résumé à l'intention des responsables politiques. Ainsi, les messages clés auront plus de chance d'être utilisés afin d'éclairer les processus décisionnels.
- iv. Utilisation des conclusions de l'évaluation: Sur la base de l'évaluation approuvée, un plan d'action est élaboré pour appuyer l'intégration des résultats dans les processus politiques et la prise de décisions. C'est ici que commence le travail visant à permettre une prise en compte de toute la valeur de la nature dans les processus politiques.



Figure 1: La chronologie de l'évaluation nationale des écosystèmes.

MESSAGES CLÉS

Les messages clés sont une synthèse des enseignements tirés par les équipes d'évaluations d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam, dont les connaissances ont été mises à profit tout au long du processus. Ces enseignements, tirés des consultations entre l'UNEP-WCMC et les équipes de pays impliqués dans ce processus permettent d'aborder un large éventail de considérations pratiques qui aideront les pays à entreprendre une évaluation nationale des écosystèmes, tout en partageant des expériences et des idées pertinentes pour d'autres types d'évaluation des écosystèmes. Il est important de noter que les enseignements visent à présenter la diversité des approches d'évaluation nationale des écosystèmes choisies par les équipes des pays de la NEA Initiative, plutôt que de fournir des directives officielles ou de prescrire une approche spécifique.

Il n'existe pas d'approche unique et universelle pour la gestion des évaluations nationales des écosystèmes.

Il est dès lors essentiel de mettre en place une structure de gouvernance claire afin de garantir une gestion adaptée de l'évaluation (par exemple, un engagement continu de la part des parties prenantes, des relations positives avec les différents acteurs, la coordination de l'équipe d'évaluation et la publication d'une évaluation nationale des écosystèmes). De manière générale, les équipes d'évaluation compétentes combinent diverses capacités techniques, des compétences administratives et de gestion de projet ainsi que des connaissances en matière de politiques.

Il est important de promouvoir l'appropriation de l'évaluation et de garantir sa pertinence dès le début. Les équipes d'évaluation doivent impliquer un large éventail de parties prenantes assez rapidement dans le processus et tout le long de son déroulement.

L'atelier de lancement et la rédaction de questions stratégiques clés constituent un bon point de départ. Il s'agit, entre autres, de tirer parti des réseaux existants pour favoriser l'engagement et de considérer d'autres acteurs, au-delà des parties prenantes traditionnelles. De même, il importe de créer de la confiance et d'adapter les stratégies à chaque groupe de parties prenantes, en particulier aux populations autochtones et aux communautés locales. Enfin, il est nécessaire de planifier soigneusement et de renforcer les capacités concernant les méthodes d'engagement des parties prenantes.



Afin de garantir la pertinence du rapport technique et du résumé à l'intention des responsables politiques, les questions stratégiques clés doivent être alignées sur les priorités politiques nationales et réexaminées tout au long du processus d'évaluation. L'évaluation devrait répondre aux besoins informels des décideurs. Le processus offre de nombreuses opportunités pour les gouvernements de jouer un rôle actif dans l'élaboration de l'évaluation. Ils ont par exemple la possibilité d'inviter les représentants des ministères et les points focaux des processus gouvernementaux à prendre part à l'évaluation nationale des écosystèmes et à rejoindre le groupe d'appui technique ; de promouvoir leur participation en tant que coprésidents ou auteurs ; de veiller à ce que les ministères soient bien représentés au sein de la plateforme nationale sur la biodiversité* ; et de demander aux ministères de donner leur avis sur les versions provisoires.

L'évaluation nationale des écosystèmes est un instrument d'importance cruciale pour accroître la capacité des pays à l'interface science-politique. Il s'agit ici d'identifier les lacunes et d'exploiter les possibilités pour renforcer les capacités de l'équipe d'évaluation. Cela peut se faire à travers la création de plateformes nationales sur la biodiversité ou la collaboration avec des plateformes existantes, l'apprentissage et le mentorat entre pairs, la formation officielle par les partenaires du projet, le partage de connaissances ainsi que le travail en réseau et le soutien ciblé.

Communication, communication et encore communication. La communication stratégique est fondamentale pour atteindre les objectifs clés d'une évaluation nationale des écosystèmes. En effet, élaborer assez tôt une stratégie de communication flexible favorisera une bonne coordination et communication, permettant à l'équipe de pays les moyens de mieux répondre aux besoins qui émergent.

* Les plateformes nationales sur la biodiversité, ou plateformes science-politique nationales, sont axées sur divers sujets liés à la biodiversité et aux services écosystémiques.

INTRODUCTION

Le présent rapport, intitulé *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*, est une analyse des expériences rapportées par huit équipes de pays durant leur processus d'évaluation. Le premier volume, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: éléments communs*, se concentre sur les enseignements pertinents tout au long du processus d'évaluation. Le deuxième volume, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations des écosystèmes: étapes de l'évaluation*, rend compte des enseignements tirés par les pays durant certaines étapes spécifiques de l'évaluation nationale des écosystèmes (par exemple, de la phase de cadrage à l'approbation). D'autres volumes donneront un aperçu de l'utilisation des résultats des évaluations et de l'intégration des principales recommandations dans la prise de décisions. Ils s'appuieront sur des échanges avec les pays soutenus par la NEA Initiative et tireront parti des informations collectées auprès de ces mêmes pays. Les deux premiers volumes sont conçus de manière à se compléter. Ils sont destinés à poser les bases qui permettront de mettre en évidence les principaux enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes.

Cette analyse est la première à être produite par la NEA Initiative de l'UNEP-WCMC, et vient s'ajouter à une littérature de plus en plus riche sur ce sujet. Elle pose les jalons pour une analyse future des enseignements tirés par les partenaires nationaux et sera révisée périodiquement afin d'inclure leurs réflexions au fur et à mesure qu'ils rejoignent la NEA Initiative. Ce travail entend renforcer les capacités collectives à appuyer et à réaliser des évaluations nationales des écosystèmes.

Les deux premiers volumes font la synthèse des enseignements clés tirés par les équipes d'évaluations d'Azerbaïdjan, de Bosnie-Herzégovine, du Cambodge, du Cameroun, de Colombie, d'Éthiopie, de Grenade et du Viet Nam durant leur évaluation nationale des écosystèmes, réalisée avec le soutien de l'UNEP-WCMC. Ces enseignements donnent une idée concrète du processus d'évaluation nationale des écosystèmes et constituent une aide précieuse pour les pays déjà engagés dans cette voie ou pour ceux qui envisagent de le faire. Par souci de simplicité, les équipes d'évaluation sont désignées par le nom du pays dans lequel elles travaillent. Néanmoins, il convient de noter que les enseignements présentés ici sont spécifiquement tirés des expériences des équipes d'évaluation.



MÉTHODOLOGIE

1. Examen de la littérature: Les documents existants produits dans le cadre de la NEA Initiative ont été analysés et synthétisés. Il s'agit notamment de rapports de cadrage et de rapports descriptifs, d'enregistrements audio et visuels d'ateliers antérieurs et d'un rapport réalisé par le Sub-Global Assessment Network en 2012, intitulé *Lessons Learned from Carrying Out Ecosystem Assessments*.⁷

2. Entretiens virtuels avec les équipes pays sur les enseignements tirés: Treize entretiens ont été menés avec 27 collaborateurs de huit pays partenaires qui se trouvaient à mi-chemin ou aux derniers stades du processus d'évaluation. Parmi ceux-ci figuraient des membres des groupes d'appui technique, des coprésidents d'évaluation, des auteurs principaux chargés de la coordination, des auteurs principaux ainsi que des auteurs collaborateurs. Ces entretiens ont permis de recueillir les principaux enseignements et conseils pratiques tirés de l'expérience des pays qui ont entamé le processus d'évaluation.

3. Enquête en ligne sur les enseignements tirés: Une enquête en ligne a été partagée avec les équipes pays afin d'encourager les auteurs et les membres des groupes d'appui technique à contribuer aux évaluations. Ceci afin d'optimiser l'accessibilité pour le plus grand nombre possible de membres des équipes d'évaluation. Au total, 23 réponses individuelles, couvrant six des huit pays qui participent à ce processus, ont été reçues.

4. Enseignements tirés des ateliers: En juillet 2021, les messages clés des étapes précédents ont été présentés lors d'un événement en ligne de six jours. Les partenaires de la NEA Initiative ont également reçu une version provisoire des enseignements tirés afin d'en examiner le contenu. Les lacunes identifiées dans la première version ont inspiré l'ordre du jour de l'atelier sur les enseignements à retenir. En outre, diverses informations ont été recueillies lors de séances d'échange de connaissances, d'exercices, de discussions de groupe et de présentations en vue de combler ces lacunes.⁸

5. Examen final: Une fois les informations de l'atelier intégrées, les partenaires de la NEA Initiative ont été invités à émettre des commentaires et réflexions sur les versions finales des deux premiers volumes de ce rapport, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*.

ÉLÉMENTS COMMUNS

Durant la phase de recherche de ce rapport, les pays ont partagé plusieurs enseignements qui ont permis de dégager un certain nombre de sujets thématiques pertinents à toutes les étapes du processus d'évaluation. Ces enseignements – les "éléments communs" – sont présentés dans ce volume; nous les distinguons des enseignements pertinents à une ou plusieurs étapes spécifiques de l'évaluation (ceux-ci seront abordés dans le volume II). Les éléments communs que nous décrivons ici concernent, entre autres, la gouvernance de l'équipe d'évaluation, l'engagement des parties prenantes, le renforcement des capacités et la communication. Les mentions répétées de ces enseignements par les équipes de pays soulignent leur importance dans le processus d'évaluation dans son ensemble.







ÉTABLISSEMENT DE LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONSTITUTION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION

La mise en place de structures opérationnelles et de gouvernance pour une évaluation nationale des écosystèmes peut favoriser la supervision effective des aspects techniques, administratifs et financiers du processus. Ces structures contribueront également à la légitimité, à la crédibilité et à la pertinence des conclusions de l'évaluation. L'équipe d'évaluation est généralement constituée d'un groupe d'appui technique, d'un comité de gestion ou de pilotage, d'un groupe d'experts et d'une équipe d'auteurs. Le groupe d'appui technique assure le soutien technique et administratif du processus, en coordonnant les réunions et les ateliers, en sélectionnant les auteurs de l'évaluation, en gérant les aspects financiers et les rapports, en veillant à l'engagement des parties prenantes et à la pertinence politique, et en mettant en œuvre la stratégie de communication de l'évaluation. L'équipe d'auteurs et le groupe d'experts se chargent quant à eux de l'évaluation elle-même. Ils rédigent le rapport technique ainsi que le résumé à l'intention des responsables politiques. Le niveau de contribution de chaque auteur dépendra de son rôle au sein de l'équipe d'auteurs.

Il n'existe pas d'approche unique et universelle pour la gestion des évaluations nationales des écosystèmes. La structure de gouvernance de l'équipe d'évaluation doit donc impérativement être adaptée au contexte. De même, il est essentiel de maximiser son influence sur les processus politiques.

Lorsqu'il s'agit de constituer l'équipe de gestion chargée de superviser le processus d'évaluation, la structure spécifique de l'équipe et les rôles de ses membres doivent être adaptés à chaque pays de manière appropriée et pragmatique. La définition de la structure de gouvernance est une bonne occasion de réunir des acteurs nationaux possédant un large éventail de compétences et d'expériences pour renforcer l'évaluation. L'Éthiopie a, par exemple, mis en place un "comité technique multidisciplinaire", composé de membres de l'Institut éthiopien de la biodiversité, de représentants du monde universitaire et d'un représentant d'une organisation non gouvernementale (ONG), chacun apportant une expertise spécifique à la coordination de l'évaluation. Selon l'Azerbaïdjan, au-delà du nombre d'individus composant l'équipe de gestion de l'évaluation, il importe de veiller à ce que les compétences et l'expérience des membres soient adaptées aux besoins de l'équipe. Le groupe d'appui technique du pays a compilé et géré une base de données répertoriant les informations relatives aux capacités et à l'expertise des membres de l'équipe et d'autres contacts. Cela lui a permis d'identifier les membres de l'équipe d'évaluation, les auteurs et les membres de la plateforme science-politique nationale. Pour la Grenade, la participation de la société civile constituait une priorité. Aussi, l'Institut Caraïbes des ressources naturelles (CANARI), une ONG régionale disposant de compétences et connaissances en matière de collaboration avec la société civile, a été désigné pour conduire l'évaluation.

Il peut également être intéressant de donner aux représentants du gouvernement la possibilité de superviser l'évaluation afin de resserrer les liens et de garantir la pertinence de l'évaluation. La Bosnie-Herzégovine a mis en place un comité consultatif, composé de représentants des ministères concernés par l'évaluation.³ L'équipe de l'Azerbaïdjan a, quant à elle, demandé au gouvernement d'approuver officiellement la création d'une plateforme nationale sur la biodiversité et a désigné un responsable public pour la présider. Ce type d'approche encourage les parties prenantes gouvernementales à s'engager et à jouer un rôle direct dans la supervision de l'évaluation.

Plusieurs pays ont souligné l'importance de désigner des coprésidents avec des compétences et connaissances complémentaires. Ainsi, le Cameroun a constaté que le fait d'avoir des coprésidents de formation scientifique et des coprésidents issus du monde politique a permis aux parties prenantes gouvernementales d'avoir une idée claire des objectifs de l'évaluation. La Colombie a en outre souligné l'intérêt d'avoir un coprésident ayant des liens avec les réseaux communautaires locaux afin de favoriser la participation des membres de ces communautés à l'évaluation. Dans le cas de la Grenade, il y avait parmi les coprésidents de l'évaluation un point focal du gouvernement disposant de compétences et de connaissances en matière de politiques, un coprésident du milieu universitaire ayant une bonne connaissance technique de la science et de la recherche et un coprésident issu de la société civile bien placé pour représenter les intérêts de cette dernière.

Il est important de mettre en place une structure de gouvernance claire pour gérer l'évaluation nationale des écosystèmes. Cela permettra non seulement de mettre en œuvre un processus bien coordonné et réalisé en temps voulu, mais aussi d'optimiser les capacités de chaque membre de l'équipe à conduire l'évaluation.

Les pays soutenus par la NEA Initiative ont convenu qu'une structure de gouvernance claire était nécessaire pour un engagement et une coordination efficaces de l'équipe d'évaluation. Cela inclut l'attribution de rôles et de responsabilités spécifiques à chaque membre de l'équipe, y compris ceux du groupe d'appui technique et des équipes d'auteurs.³ Ainsi, les qualités individuelles de chacun peuvent être utilisées à bon escient, de manière à faciliter la progression de l'évaluation.⁷ Il convient de noter par ailleurs l'importance d'anticiper les contraintes

administratives et financières pour pouvoir continuer à progresser. La Bosnie-Herzégovine a, par exemple, communiqué aux membres de l'équipe les contraintes administratives – souvent complexes – de l'évaluation, notamment en ce qui concerne les approbations et le temps nécessaire à l'établissement des rapports. L'Azerbaïdjan, la Grenade et l'Éthiopie ont embauché des administrateurs chargés de gérer les processus financiers de l'évaluation ainsi que l'élaboration de rapports complexes. Pour le Viet Nam, qui dispose d'un petit groupe d'appui technique, des échanges réguliers et constructifs entre les membres de l'équipe, notamment pour déléguer les rôles et planifier soigneusement le calendrier et les exigences de l'évaluation, ont été essentiels à la gestion du travail à accomplir. Cela a également permis à l'équipe d'évaluation de collaborer efficacement avec les organisations partenaires, en comblant les lacunes en matière de renforcement des capacités et en facilitant la collecte d'informations. Une structure de gouvernance claire peut aussi être renforcée par une bonne stratégie de communication interne.

La connaissance et la compréhension du processus d'évaluation développé par l'IPBES peuvent être déterminantes non seulement pour aider le groupe d'appui technique et les équipes d'auteurs tout au long du processus d'évaluation, mais aussi pour renforcer les liens entre la science et la politique, notamment par l'implication directe du point focal national.

Dans certains cas, les membres du groupe d'appui technique n'auront pas d'expérience du cadre de l'IPBES. Dès lors, la présence dans l'équipe d'une personne ayant une connaissance du processus d'évaluation de l'IPBES peut aider les pays engagés dans la NEA Initiative à mieux conduire leur évaluation. Par exemple, le Cameroun a désigné le point focal national de l'IPBES comme coprésident de son évaluation afin de démontrer clairement au gouvernement le lien entre l'évaluation nationale des écosystèmes et l'IPBES.³ Cela a par ailleurs contribué à donner plus de crédibilité à l'évaluation en matière d'impact et d'influence potentiels dans le pays. De son côté, l'Azerbaïdjan a indiqué que la désignation du point focal de l'IPBES pour soutenir la coordination a permis à l'équipe d'évaluation d'accéder à un réseau professionnel plus vaste. Ce point focal a expliqué les principales différences entre une évaluation de l'IPBES et une évaluation nationale des écosystèmes, chose importante pour communiquer la pertinence des questions stratégiques clés à l'équipe.

Les délais d'évaluation doivent être adaptés aux événements pertinents du calendrier national. Lors de l'élaboration du plan de travail il est nécessaire de prendre en compte les calendriers individuels des membres de l'équipe (par exemple, les sessions d'exams universitaires, les échéances clés ou les événements) afin d'éviter qu'ils ne prennent des engagements incompatibles avec leurs engagements personnels.

Les pays ont indiqué que la communication bilatérale entre le groupe de soutien technique et les auteurs tout au long du processus d'évaluation a permis d'identifier les événements et les circonstances importants qui susceptibles d'affecter les progrès.³ La Grenade a noté que cette communication devrait inclure les calendriers individuels, et que travailler en étant conscient des priorités concurrentes des auteurs permettait une meilleure planification. L'équipe du Cameroun a également souligné l'importance de ces considérations ; elle a pris soin de planifier les événements liés à l'évaluation en dehors des sessions d'exams universitaires, étant donné que de nombreux auteurs de son équipe étaient des universitaires. L'équipe d'évaluation doit généralement gérer de multiples priorités internes et externes, il est donc important de trouver un équilibre entre rigueur et flexibilité pour garantir des progrès rapides et un engagement continu des différents membres.

ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

L'engagement des parties prenantes est à la base du processus d'évaluation des écosystèmes nationaux, qui est façonné et défini par son public cible ainsi que par les utilisateurs et les personnes potentiellement concernées par les décisions découlant de ses conclusions. L'intégration des connaissances des parties prenantes et l'engagement des équipes d'évaluation à leurs côtés, de la phase de cadrage jusqu'à l'utilisation des résultats de l'évaluation, permet d'identifier les besoins d'information prioritaires, de produire des résultats pertinents et d'augmenter l'appropriation et l'adhésion aux résultats de l'évaluation.

L'identification d'une large base de parties prenantes lors de la phase de cadrage pose les jalons d'un engagement continu tout au long du processus d'évaluation et renforce l'appropriation par les parties prenantes. En Colombie, le Comité national de l'IPBES, dirigé par les ministères, a été identifié par l'équipe d'évaluation comme un groupe de parties prenantes avec lequel il était important de travailler. Par ailleurs, la plateforme scientifique et politique a été élargie en vue d'intégrer un groupe plus important de contributeurs de tout le pays et d'accroître la participation des représentants des peuples autochtones et des communautés locales aux processus de prise de décisions nationaux, encourageant ainsi leur sentiment d'appropriation des processus liés à la biodiversité à l'échelon national. Au Cameroun, des accords contractuels sur le consentement libre, éclairé et préalable ont été mis en place dans le but de reconnaître officiellement les contributions des peuples autochtones et des communautés locales à l'évaluation et pour encourager leur appropriation des résultats clés. Cette approche a notamment permis d'assurer le concours de ces parties prenantes qui, à la suite de précédentes expériences d'engagement où leurs contributions n'avaient pas été prises en compte, se montraient quelque peu réticentes à l'idée de prendre part au processus.

Il peut être utile de s'appuyer sur les réseaux existants pour identifier une base des parties prenantes. La plupart des pays partenaires de la NEA Initiative ont commencé par identifier les groupes de parties prenantes démontrant déjà un intérêt pour les questions liées à la biodiversité et aux services écosystémiques, avant de considérer d'autres parties prenantes. Il s'agissait notamment des différents ministères concernés, des points focaux nationaux de la CDB et de l'IPBES, et des institutions universitaires ou de recherche. Le fait de faire appel aux réseaux de parties prenantes déjà établis par le biais d'entités nationales pertinentes (par exemple, des plateformes nationales, des institutions, des ONG, des comités, etc.) peut être un moyen efficace d'identifier et de collaborer avec un groupe plus large de parties prenantes dès le début du processus d'évaluation. Il est également important de ne pas se limiter aux réseaux établis et d'identifier les parties prenantes des groupes vulnérables, afin d'éviter que ces groupes soient exclus des processus consultatifs. Au Cambodge, le soutien du ministère de l'Environnement a permis à l'équipe d'évaluation de cibler les parties prenantes d'autres ministères et d'accéder aux ONG et aux groupes de la société civile. En Colombie et à la Grenade, les équipes d'évaluation s'étaient fixé pour priorité de répondre aux besoins des populations autochtones, des communautés locales et de la société civile. La Grenade a d'abord contacté les principales parties prenantes des communautés locales et des ONG, afin de leur expliquer la valeur de leur contribution au processus d'évaluation et d'encourager leur participation continue.

Pour que l'évaluation aborde les questions politiques pertinentes et réponde à la demande nationale d'informations sur la biodiversité et les services écosystémiques, il est essentiel de créer des liens solides avec les différentes parties prenantes gouvernementales. Idéalement,

les décideurs concernés devraient être impliqués dès le début du processus d'évaluation, en contribuant à l'identification des questions stratégiques clés et en veillant à ce que l'évaluation s'aligne sur les priorités nationales. Ce qui va d'ailleurs dans le sens de la littérature sur les enseignements tirés, qui souligne l'importance de bien saisir le contexte des processus décisionnels.⁷ Au Viet Nam, de nombreux auteurs de l'évaluation sont des représentants du gouvernement et ont donc une bonne compréhension des priorités et des besoins nationaux dans tous les secteurs. De même, le Cameroun a veillé à ce que les ministères concernés soient représentés au sein de la plateforme scientifique et politique nationale pour la biodiversité et les services écosystémiques et à ce qu'ils soient invités à l'ensemble des réunions de la plateforme et des ateliers de renforcement des capacités afin de garantir leur engagement continu tout au long du processus d'évaluation.

Des méthodes innovantes permettant de nouer le dialogue avec les parties prenantes peuvent susciter, auprès de ces derniers, un plus grand intérêt pour l'évaluation et encourager la participation d'un plus large éventail de vues. Dans le cadre de l'évaluation nationale des écosystèmes de la Grenade, un concours de vidéos tournées à l'aide de téléphones portables a été lancé en vue d'encourager les parties prenantes à partager leurs connaissances et leurs points de vue sur les écosystèmes du pays.

Lors des consultations communautaires, les membres des communautés locales ont appris à utiliser des téléphones portables pour la collecte de données et la sensibilisation. Ce faisant un plus grand nombre de membres des communautés ont pu contribuer à l'évaluation en faisant appel à leurs savoirs locaux (encadré 1). Cette utilisation innovante des outils numériques pour présenter des récits et partager des connaissances est arrivée à point nommé, étant donné l'apparition de la COVID-19 dans les Caraïbes et le fait que les téléphones portables sont accessibles à un large éventail de parties prenantes.

L'atelier de lancement, qui a lieu au début du processus d'évaluation, est une occasion idéale d'impliquer les parties prenantes. Les équipes de pays ont profité de l'atelier de lancement pour sensibiliser les parties prenantes à la manière dont le processus d'évaluation de l'IPBES peut être adapté au contexte national et en ce qui concerne la nécessité et l'utilité d'une évaluation nationale des écosystèmes, le développement d'un cadre conceptuel et l'identification des priorités nationales et des questions stratégiques clés.

L'engagement de diverses parties prenantes dans ces processus s'est avéré essentiel, non seulement pour comprendre les besoins des différents groupes en ce qui concerne la biodiversité et les services écosystémiques, mais aussi pour donner une justification pertinente à la réalisation de l'évaluation. Par exemple, le Cambodge a organisé des réunions préliminaires avec les représentants des principaux groupes de parties prenantes afin de définir la portée et les priorités de l'évaluation. Une fois que le document de cadrage et la liste des questions stratégiques clés ont été produits, un groupe plus large de parties prenantes a été contacté pour validation. Lors de son atelier de lancement, l'Azerbaïdjan a invité des représentants de tous les groupes de parties prenantes identifiés comme pertinents pour le processus d'évaluation à contribuer à la conception de l'évaluation. Le fait d'approcher des représentants de différents groupes de parties prenantes a ajouté de la flexibilité en aval lorsque certaines personnes n'étaient plus en mesure de s'engager dans le processus. Après avoir organisé le premier atelier de lancement de l'évaluation mondiale, le Cameroun a organisé un atelier de lancement national qui a rassemblé les principales parties prenantes scientifiques et politiques dans l'objectif d'identifier les questions clés et de déterminer la méthodologie de l'évaluation nationale.

En mettant l'accent sur la valeur de la biodiversité et sur l'utilisation et l'impact potentiels de l'évaluation nationale des écosystèmes, on peut susciter l'engagement des secteurs et des industries qui dépendent de la croissance.

L'inclusion de représentants du secteur privé dans le processus d'évaluation favorise la prise en compte de leurs points de vue et leur appropriation des résultats. Au Viet Nam, l'évaluation de l'écosystème national a mis en évidence les liens entre la conservation de la biodiversité, la pollinisation et la croissance des secteurs agricoles. De plus, le message de l'évaluation a été ciblé de manière à attirer les parties prenantes de l'agriculture et d'autres secteurs qui pourraient autrement se sentir limitées par les recommandations formulées dans l'évaluation. Par ailleurs, l'engagement du secteur privé peut être encouragé en démontrant les dépendances à l'égard de la biodiversité et des services écosystémiques. L'évaluation du Viet Nam a également établi des liens avec l'énergie durable et l'écotourisme, et a mis en avant plusieurs opportunités pour l'engagement du secteur privé. Le Cambodge a tenté de mieux comprendre les perspectives et les priorités des parties prenantes du secteur privé afin de créer un climat de confiance. Il s'agissait notamment de mettre en évidence les possibilités de soutenir les objectifs de responsabilité sociale, d'améliorer leur image publique, de répondre aux demandes des consommateurs et de maintenir les revenus.

Encadré 1: Les animateurs locaux de la Grenade



Au cours de l'exercice de cadrage de la Grenade, le groupe d'appui technique a fait appel à plusieurs "animateurs locaux" ayant des liens étroits avec des groupes de la société civile pour organiser et faciliter les réunions de consultation communautaire. Issus des communautés locales ou d'ONG, ces animateurs étaient chargés de communiquer les dates des réunions, d'encourager la participation en donnant des informations sur l'objectif des réunions et de faciliter leur coordination. Le groupe d'appui technique a expliqué que souvent les parties prenantes ressentaient une forme de "fatigue" en raison de la fréquence des consultations publiques à la Grenade. Les animateurs locaux ont donc été mobilisés de manière stratégique en vue d'augmenter le niveau d'engagement des communautés locales. Ils ont également allégé la pression sur les auteurs principaux chargés de la coordination en devenant des points de contact clés entre ces derniers et les communautés locales. Cela s'est avéré particulièrement utile pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les auteurs ne pouvaient pas se rendre dans les communautés.

LA PLATEFORME NATIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ

"Une plateforme nationale sur la biodiversité est un cadre permettant de rassembler les principaux détenteurs de connaissances et les parties prenantes aux questions relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques afin d'appuyer la prise de décisions et la production de savoirs. Elle vise à améliorer la diffusion des connaissances entre la science, la politique et la société, à créer des communautés de pratique, à soutenir les processus gouvernementaux nationaux et infranationaux (y compris les évaluations des écosystèmes), à créer des environnements propices à l'engagement des parties prenantes les unes avec les autres, et à sensibiliser aux sujets liés à la biodiversité." – Guide sur les plateformes nationales sur la biodiversité⁸

Une plateforme nationale sur la biodiversité peut contribuer à garantir l'appropriation et l'adhésion à l'évaluation nationale des écosystèmes, tout en soutenant sa crédibilité.

Au Cameroun, la Plateforme nationale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (NP-SPBES) a joué un rôle majeur au cours de la phase de cadrage, en réunissant une grande diversité des parties prenantes (par exemple des organismes gouvernementaux, des ONG, des agences de financement, des peuples autochtones et des communautés locales, des institutions de recherche et des étudiants représentants de leur université). De son côté, le Cambodge a insisté sur la valeur de son groupe de travail technique sur la biodiversité, qui a facilité l'accès aux connaissances d'une série de parties prenantes, y compris des représentants de plus de 20 organismes gouvernementaux et ONG disposant d'expériences, de connaissances et de capacités diverses. D'autre part, le Viet Nam et le Cambodge ont tous deux mis l'accent sur l'importance de la diversité au sein de leurs comités et ont souligné le fait que les parties prenantes des communautés locales étaient engagées par le biais d'organisations et de groupes existants. La Colombie a, quant à elle, invité les organisations de jeunes et les étudiants universitaires, ainsi que leurs organisations, à faire partie du Comité national de l'IPBES, ce qui a permis d'accroître le potentiel d'impact de la plateforme au fil du temps. Enfin, l'Azerbaïdjan a mis en place sa plateforme nationale au cours de la phase de cadrage afin d'appuyer le processus d'évaluation et mis l'accent sur l'importance de tisser des liens avec le gouvernement pour établir des relations durables et générer plus de résultats. Sa principale motivation était d'assurer et de faciliter l'engagement national futur sur les questions liées à la biodiversité et aux services écosystémiques (encadré 2).

Dans certains cas, il peut être plus efficace et plus rentable d'adapter les plateformes existantes plutôt que d'en créer de nouvelles.

La NP-SPBES a été conçue par l'équipe du Cameroun comme un organe consultatif technique, placé sous l'égide du Comité national de la Biodiversité. La plateforme nationale est chargée de générer des informations scientifiques viables sur la biodiversité et les écosystèmes. Elle renforce ainsi la capacité nationale de rapportage à la CDB. Le groupe d'appui technique a identifié l'opportunité d'un soutien aux rapports du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable dans le cadre de divers accords internationaux, étant donné le manque d'informations rigoureuses et centralisées sur l'état de la biodiversité dans le pays. Le groupe a mis en avant la plateforme comme un moyen de répondre à ce besoin et a souligné son rôle potentiel dans la mise en œuvre et la révision de la stratégie et du plan d'action national pour la biodiversité. Dans les cas du Cambodge et du Viet Nam, il existait déjà des comités chargés de guider l'élaboration des politiques en matière de biodiversité et de conservation. Les équipes d'évaluation ont donc évalué lesquelles de ces plateformes étaient les plus aptes à soutenir l'évaluation en fournissant un accès à un éventail de parties prenantes et d'informations.

“L’appropriation des résultats de l’évaluation repose sur une approche multipartite et consultative dès le départ. La plateforme nationale est un outil institutionnel utile permettant d’apporter ces garanties ; elle doit être mise en place au tout début de l’évaluation.”

– Réponse de l’enquête, auteur anonyme

Encadré 2:

Plateforme nationale de l’Azerbaïdjan sur la biodiversité – soutien au processus d’évaluation nationale des écosystèmes



Avant de se lancer dans l’évaluation nationale de ses écosystèmes, l’Azerbaïdjan ne disposait d’aucune plateforme spécialisée apte à rassembler les décideurs politiques, les scientifiques, les praticiens et les parties prenantes locales autour du thème de la biodiversité et des services écosystémiques. L’équipe d’évaluation a donc cherché à renforcer les synergies entre le ministère de l’Écologie et des Ressources naturelles et le Centre régional pour l’environnement du Caucase, une ONG régionale bien établie, dans le but d’obtenir un soutien pour la création d’une plateforme scientifique et politique destinée à appuyer l’évaluation. Après des discussions initiales entre ces deux entités, d’autres parties prenantes ont été invitées à contribuer à la conception de la plateforme. En décembre 2019, le ministère de l’Écologie et des Ressources naturelles a émis une lettre de « non-objection officielle », marquant la création juridique de la Plateforme nationale sur la biodiversité.

L’équipe d’évaluation a choisi de structurer la plateforme en trois organes distincts, chacun d’entre eux jouant un rôle particulier dans l’évaluation nationale des écosystèmes et appuyant le processus de manière spécifique:

- Le conseil de coordination supervise le processus d’évaluation. Il est composé de deux représentants du gouvernement et d’un représentant du monde universitaire, consolidant ainsi la collaboration entre la science et la politique.
- Le conseil consultatif comprend des représentants du gouvernement, des organisations de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé. Son rôle est d’examiner chaque version préliminaire de l’évaluation.
- Le Secrétariat est l’ "unité de mise en œuvre" de la plateforme et fournit un soutien administratif et logistique à l’évaluation. Actuellement, le Centre régional pour l’environnement du Caucase fait office de secrétariat, offrant une base administrative solide et un accès à un vaste réseau de contacts aux compétences diverses et variées.

IDENTIFICATION ET RÉPONSE AUX BESOINS EN CAPACITÉS

L'un des principaux objectifs du processus d'évaluation nationale des écosystèmes est de renforcer la capacité des pays à réaliser des évaluations des connaissances pertinentes pour les politiques, et de favoriser le dialogue, le partage des connaissances et l'action concertée sur la biodiversité et les services écosystémiques à l'interface science-politique. Il est donc essentiel, tout au long du processus, d'identifier les besoins en capacités au sein de l'équipe d'évaluation et parmi les parties prenantes et d'y répondre.

Les évaluations nationales des écosystèmes permettent d'identifier les lacunes en matière de capacités nationales et d'y remédier. Les représentants des pays interrogés nous ont fait part de plusieurs exemples des effets bénéfiques des initiatives de renforcement des capacités de l'équipe d'évaluation en matière d'amélioration des capacités au niveau national. Ces activités, qui comprenaient notamment des ateliers de formation d'experts, des sessions individuelles, un mentorat et un service d'assistance, ont eu pour effet de renforcer les réseaux de parties prenantes, d'améliorer le partage d'informations et d'accroître la collaboration interdisciplinaire. Ainsi, soutenue par la Division de l'environnement du gouvernement de la Grenade et CANARI, l'équipe d'évaluation de la Grenade a organisé une série de webinaires de formation sur les scénarios prévisionnels. Ces formations ont été dispensées par l'un des auteurs principaux de l'équipe d'évaluation ; elles s'adressaient principalement aux auteurs, aux contributeurs, aux décideurs et aux parties prenantes impliqués dans l'évaluation nationale, bien que les sessions fussent également ouvertes à (et suivies par) d'autres parties intéressées. Les équipes de la Grenade et de l'Azerbaïdjan ont toutes deux consulté les parties prenantes pour identifier les possibilités de renforcement des capacités. L'Azerbaïdjan l'a fait au cours de l'atelier de lancement, après quoi l'équipe a travaillé avec ses experts pour élaborer des supports de formation sur le concept des services écosystémiques, leur valeur et leur pertinence pour différents secteurs, ministères et autorités régionales. À la Grenade, la formation de groupes de la société civile à l'utilisation de téléphones portables pour enregistrer des séquences vidéo documentant leurs écosystèmes locaux s'est avérée une approche utile pour la collecte de données dans le cadre de l'évaluation.

L'évaluation nationale des écosystèmes représente une chance d'accroître les capacités d'utilisation et d'intégration d'informations provenant de divers types de connaissances et de disciplines. Elle offre également une excellente occasion de renforcer les capacités en profitant de l'aide de professionnels en début de carrière. La Colombie, par exemple, a développé une pratique permettant aux auteurs d'accéder aux systèmes de savoirs autochtones et locaux de manière à ce qu'ils puissent être utilisés et pris en considération lors de travaux ultérieurs à l'évaluation. La Bosnie-Herzégovine et l'Éthiopie ont toutes deux noté l'émergence d'une forte culture de collaboration entre experts de différentes disciplines, ce qui a permis de favoriser les discussions et les négociations et de trouver plus facilement des compromis. Pour renforcer les capacités des professionnels en début de carrière dans les processus politiques, les équipes de Colombie et d'Azerbaïdjan incluaient des groupes de jeunes et ont invité des représentants de mouvements de jeunesse à prendre part à l'évaluation nationale des écosystèmes et à utiliser la plateforme nationale sur la biodiversité. En Azerbaïdjan et au Cameroun, des étudiants ont été couplés avec des auteurs de chapitres et ont ainsi pu prendre part au travail des équipes d'évaluation. Cette initiative a permis de les sensibiliser, d'améliorer leur compréhension des processus d'évaluation nationale des écosystèmes et d'encourager leur engagement et leur contribution.

La recherche proactive d'acteurs disposant de connaissances et de compétences pertinentes, en dehors de l'équipe d'évaluation, peut aider à répondre aux besoins de capacité de l'évaluation.

Outre la formation de son équipe d'auteurs, le Cambodge a fait appel à l'expertise d'un organe consultatif national sur la biodiversité et les services écosystémiques à qui il a été demandé de fournir un point de vue et des orientations sur les chapitres de l'évaluation. Cet organe consultatif a permis à l'équipe d'évaluation d'accéder à son réseau de contacts, qui comprenaient notamment des ministères, des instituts de recherche, des ONG, des populations autochtones et des communautés locales, facilitant ainsi la collecte d'informations. Au Viet Nam et au Cameroun, les équipes d'évaluation, bénéficiant de l'aide d'experts et de l'UNEP-WCMC, ont consolidé les capacités de leurs membres à élaborer des scénarios – une initiative que plusieurs autres pays cherchent maintenant à reproduire. En outre, lorsque cela s'est avéré pertinent, les équipes de pays ont trouvé utile de solliciter les conseils et l'expertise d'autres organisations. Au Cameroun, l'équipe d'évaluation a mobilisé le soutien du Fonds mondial pour la nature et de l'Agence allemande de coopération internationale en vue, d'une part, d'étendre la portée des consultations des parties prenantes et des sessions de dialogue des auteurs et, d'autre part, d'aligner l'évaluation sur d'autres processus internationaux pertinents.

Le renforcement des capacités des auteurs à l'interface science-politique est essentiel pour combler les lacunes en matière de connaissances.

Les auteurs peuvent ne pas être familiarisés avec les processus décisionnels ou ne pas avoir eu beaucoup d'interactions préalables avec les décideurs. Pour garantir la pertinence de l'évaluation, il importe donc qu'ils se familiarisent avec les processus et instruments politiques pertinents et apprennent à naviguer entre ces éléments. Bien au fait de l'importance de communiquer des informations sur la biodiversité et les services écosystémiques aux décideurs, la Grenade a délivré une formation sur la valeur des écosystèmes à ses auteurs et aux représentants de la société civile. De son côté, l'équipe du Viet Nam a souligné qu'il était intéressant d'avoir une équipe d'auteurs ayant des compétences variées, notamment dans les domaines des sciences et de la politique, ajoutant que le fait de former des groupes d'auteurs permettait non seulement de favoriser le partage de connaissances, mais aussi de renforcer les capacités à l'interface science-politique.



COMMUNICATION SUR L'ÉVALUATION NATIONALE DES ÉCOSYSTÈMES

Les stratégies de communication présentent le raisonnement et l'approche qui sous-tendent les décisions de communication et d'engagement qui seront prises tout au long du processus d'évaluation. Les stratégies sont complétées par des plans qui comportent des tactiques, des activités et des implications budgétaires spécifiques. Ces plans doivent porter à la fois sur la communication et l'engagement internes et externes. La communication interne se concentre sur l'amélioration de la communication et de la collaboration au sein de l'équipe d'évaluation et avec les principales parties prenantes. La communication externe vise des publics plus larges et des groupes cibles, afin de mieux diffuser les résultats de l'évaluation et de cibler leur intégration dans les politiques, plans et autres processus sociétaux pertinents.

Une stratégie et un plan de communication clairs sont essentiels dès le début du processus d'évaluation pour parvenir à une vision commune partagée par les membres de l'équipe et les parties prenantes. Ainsi, la stratégie de communication de la Colombie a guidé la production rapide d'éléments clés (par exemple, l'identité visuelle, une page internet, des vidéos, des podcasts, des articles) visant à sensibiliser le public au processus d'évaluation et à son impact potentiel sur la prise de décisions. La Grenade a noté l'importance de faire participer les parties prenantes de la société civile et des communautés locales à l'élaboration de la stratégie de communication. En Grenade, la participation de ces acteurs a poussé l'équipe à produire une série de documents d'orientation sur l'objectif de l'évaluation (« Guides du citoyen ») afin de stimuler l'intérêt des communautés locales et de renforcer leur appropriation de l'évaluation. En Colombie, la présence d'un expert en communication au sein du groupe consultatif de l'évaluation a permis d'envisager différentes stratégies de communication tout au long du processus. Le travail de collaboration des bureaux de communication au sein des institutions partenaires a également favorisé la diffusion à grande échelle des appels aux auteurs et aux réviseurs, contribuant ainsi à la formation d'une équipe diversifiée d'auteurs et, par conséquent, à la crédibilité, à la légitimité et à la pertinence de l'évaluation. Au Viet Nam, la stratégie de communication comportait des conseils concernant la pertinence de certaines informations spécifiques à l'égard des différentes parties prenantes, et ce, afin d'accroître l'efficacité des efforts de communication. Pour la communication à l'intention des parties prenantes du secteur privé, le Cambodge a axé ses messages sur des sujets liés à la gestion des écosystèmes et à l'utilisation durable des ressources.

Les exigences en matière de communication évoluent tout au long du processus d'évaluation et doivent constamment être adaptées à chaque public cible. La stratégie de communication doit donc rester à jour et pertinente. Le contexte national et les groupes de parties prenantes sont en constante évolution ; il est donc important de revoir régulièrement la stratégie de communication pour maintenir sa pertinence et répondre aux nouvelles demandes. Pour l'équipe d'évaluation du Cambodge, la communication avec les ministères a visé à donner des informations sur la pertinence de l'évaluation nationale des écosystèmes pour les différents industries et secteurs. Le Cameroun a jugé qu'il était utile de nommer un expert pour appuyer le développement de son approche de communication. L'équipe a commencé par un plan général qui a ensuite été peaufiné à mesure que l'évaluation progressait et que la participation des parties prenantes se renforçait. Les dépliants et autres produits ont été traduits en plusieurs langues afin d'atteindre des publics spécifiques. La stratégie s'est également penchée sur la communication interne en identifiant les canaux les plus accessibles et les plus appropriés pour les auteurs. Dans le cas du Viet Nam, la stratégie de communication a ciblé les décideurs en insistant sur les lacunes identifiées par l'évaluation concernant l'utilisation des informations sur la biodiversité et les services écosystémiques dans les processus politiques. De cette façon, elle a mis en évidence la valeur potentielle du processus pour ces parties prenantes afin de les encourager à poursuivre leur participation. L'équipe du Viet Nam a tiré parti de l'engagement du secteur privé d'une manière tout aussi ciblée en transmettant des informations sur la valeur économique que peuvent représenter des informations de meilleure qualité sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Avec le début de la pandémie de COVID-19, la communication est devenue largement dépendante de l'accès à Internet, ce qui a augmenté la nécessité de mettre en place des stratégies de communication claires ciblant tous les groupes de parties prenantes présentant un intérêt. Dans la plupart des pays, les équipes d'évaluation ont constaté que les plateformes telles que les programmes télévisés et radiophoniques ainsi que les nombreux médias sociaux occupaient une place prépondérante dans leur communication quotidienne. Toutefois, comme le soulignent les résultats de l'enquête, l'utilisation de plateformes en ligne peut ne pas être possible pour toutes les parties prenantes. Dès lors, le recours aux services postaux, aux SMS, aux appels téléphoniques ou à la radio peut encore être nécessaire. Par ailleurs, le choix de la plateforme en ligne qui sera utilisée pour transmettre des informations est tout aussi important. Il faut en effet utiliser des plateformes relativement familières aux différentes parties prenantes. Pour surmonter les défis posés par les changements de calendriers nationaux et l'émergence de la COVID-19, l'équipe du Cameroun a développé des mesures flexibles en matière de délais et d'approches concernant ses priorités de communication et ses activités. Par exemple, pendant la période électorale du pays, puis à nouveau pendant le confinement dû à la pandémie de COVID-19, les communications au sein de l'équipe d'évaluation se sont faites par téléphone, par courrier électronique et sur Zoom, car il était devenu difficile d'organiser des ateliers physiques.

CONCLUSION

Cette publication, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes*, a été conçue en mettant à profit les connaissances mondiales en matière d'évaluations des écosystèmes et contribue à la littérature existante. Elle s'appuie sur des initiatives telles que l' *Avenir de l'environnement mondial*, les *Perspectives mondiales de la diversité biologique*, l' *Évaluation des écosystèmes pour le millénaire*, le *Sub-Global Assessment Network*, ainsi que sur les évaluations réalisées par l'IPBES, entre autres. Les messages et les enseignements clés inclus dans chaque volume de cette publication ont été élaborés à partir des expériences de huit pays soutenus par la NEA Initiative de l'UNEP-WCMC. Ils mettent en évidence les expériences communes à chaque pays ainsi que les différences dans les approches adoptées par les équipes de pays sur divers sujets pertinents tout au long du processus d'évaluation.

Destinée aux partenaires nationaux qui se lancent dans la réalisation d'évaluations nationales des écosystèmes, cette analyse ouvre la voie à un meilleur soutien et à des efforts de renforcement des capacités plus adaptés. À l'heure actuelle, des lacunes subsistent dans notre compréhension des expériences des pays et des approches mises en œuvre dans le cadre des processus d'évaluation. En diagnostiquant ces lacunes, nous serons en mesure d'identifier les domaines à approfondir lors des prochains processus d'apprentissage similaires. Par ailleurs, une analyse organisée par la NEA Initiative sera entreprise périodiquement en vue de recueillir des informations sur les enseignements tirés. Le prochain processus d'apprentissage sera axé sur l'utilisation des résultats de l'évaluation. Il sera mis en route lorsque les partenaires nationaux seront en mesure de fournir des informations sur la façon dont les résultats de leur évaluation sont utilisés et contribuent à l'objectif principal d'une évaluation nationale des écosystèmes, à savoir la prise en considération de toute la valeur de la nature dans la prise de décisions.



BIBLIOGRAPHIE

1. IPBES. (2018). The IPBES Guide on the Production of Assessments: Core Version. Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne. https://ipbes.net/sites/default/files/180719_ipbes_assessment_guide_report_hi-res.pdf
2. Évaluation des écosystèmes pour le millénaire. (2005). *Aperçu de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire*. <https://www.millenniumassessment.org/en/About.html#>
3. UNEP-WCMC (2021). *Évaluations nationales des écosystèmes pour soutenir la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique*. UNEP-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni.
4. UNEP-WCMC. (2018). COP Décision 14/1. Évaluation scientifique actualisée sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'Aichi pour la biodiversité et options pour accélérer les progrès. <https://www.cbd.int/decisions/cop/?m=cop-14>
5. Ash, N., Blanco, H., Brown, C., Garcia, K., Henrichs, T., Lucas, N., Raudsepp-Hearne, C., Simpson, R.D., Scholes, R., Tomich, T.P., Vira, B., and Zurek, M. (2010). *Ecosystems and Human Well-Being: A Manual for Assessment Practitioners*. Island Press, Washington, États-Unis. https://www.unep-wcmc.org/system/dataset_file_fields/files/000/000/109/original/EcosystemsHumanWellbeing.pdf?1398679213
6. BES-Net. (2021). *National Ecosystem Assessments*. <https://www.besnet.world/national-ecosystem-assessments>
7. Booth, H., Simpson, L., Ling, M., Mohammed, O., Brown, C., Garcia, K., and Walpole, M. (2012). *Lessons learned from carrying out ecosystem assessments: Experiences from members of the Sub-Global Assessment Network*. UNEP-WCMC, Cambridge. <http://temp.ecosystemassessments.net/resources/lessons-learned-from-carrying-out-ecosystem-assessments-experience-from-members-of-the-sub-global-assessment-network.pdf>
8. Brenck, M., Förster, J., Khan, S., Raab, K. & Wittmer, H. Guidance Manual on establishing National Biodiversity Platforms. (manuscript in progress).
9. IPBES. (2019). *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*. Brondizio, E.S., Settele, J., Díaz, S., and Ngo, H.T. (eds). Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. <https://www.ipbes.net/global-assessment>
10. Bongarts, J. (2019). IPBES, 2019. *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. *Population and Development Review*, Vol. 45. <https://doi.org/10.1111/padr.12283>
11. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2020). *Perspectives mondiales de la diversité biologique 5*. Montreal. <https://www.cbd.int/gbo5>
12. Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques. (2021). *National Ecosystem Assessment in Support of the Implementation of the Convention on Biological Diversity: Outlining Initial Impact*. <https://www.cbd.int/doc/c/73ad/c55b/615e1f1e1882ab9807758d0e/sbstta-24-inf-18-en.pdf>
13. UNEP-WCMC, *Exploiter les enseignements tirés des évaluations nationales des écosystèmes: étapes de l'évaluation, Volume II*. UNEP-WCMC, Cambridge, Royaume-Uni. 2021.

Photo Credits

Cover photos left to right

Photo by Abdurahman Iseini on Unsplash

Photo by Casey Horner on Unsplash

Photo by Daniele Levis Pelusi on Unsplash

P4-5 AdobeStock

P6 Photo by Vãn Long Búi from Pexels

P8-9 Photo by Petar Ubiparip from Pixabay

P10 Photo by Mostafa Meraji from Pixabay

P12-13 Photo by Quang Nguyen Vinh from Pexels

P14 AdobeStock

P19 Photo by Kenrick Baksh from Pexels

P21 Photo by Kamizzle from Pexels

P25 Photo by Edouard TAMBA on Unsplash



La NEA Initiative, hébergée par l'UNEP-WCMC, contribue à l'avènement d'un monde dans lequel chaque pays est en mesure d'évaluer l'état de sa biodiversité et d'identifier ses facteurs de changement et où chaque gouvernement a le pouvoir de transformer les politiques nationales en la matière, de façon à tenir compte des populations et de la nature. Elle renforce les capacités, fournit un soutien et favorise l'échange de connaissances grâce à une équipe hautement qualifiée, multiculturelle et interdisciplinaire de praticiens et de partenaires. Notre approche est adaptée aux besoins des pays, et a permis de créer une communauté de pratique sur les cinq continents.

Depuis 2017, la NEA Initiative a travaillé avec 14 pays pour réaliser ou élargir leurs évaluations nationales des écosystèmes. Notre soutien est fourni en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), par l'intermédiaire du Réseau sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES-Net). Par ce travail, la NEA Initiative soutient le programme de travail glissant jusqu'en 2030 de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et son Plan glissant de renforcement des capacités.

L'élaboration de ce document ainsi que la NEA Initiative ont bénéficié du soutien financier de l'Initiative internationale sur le climat du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire de la République fédérale d'Allemagne. Un soutien supplémentaire a été apporté par le Fonds du Japon pour la biodiversité, par l'Agence norvégienne pour l'environnement (Norwegian Environment Agency) et par SwedBio au Centre de résilience de Stockholm.

Soutenu par:



Federal Ministry
for the Environment, Nature Conservation
and Nuclear Safety

En partenariat avec:

